

Interview de José da Silva Lopes: les conditions d'adhésion du Portugal aux Communautés européennes (Lisbonne, 23 octobre 2007)

Source: Interview de José da Silva Lopes / JOSÉ DA SILVA LOPES, Miriam Mateus, prise de vue : François Fabert.- Lisbonne: CVCE [Prod.], 23.10.2007. CVCE, Sanem. - VIDEO (00:04:46, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/interview_de_jose_da_silva_lopes_les_conditions_d_adhesion_du_portugal_aux_communautes_europeennes_lisbonne_23_octobre_2007-fr-becf8047-dcd3-4bd9-a4f3-8f82757d17b9.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

Interview de José da Silva Lopes: les conditions d'adhésion du Portugal aux Communautés européennes (Lisbonne, 23 octobre 2007)

[Miriam Mateus] Dans quelle mesure la mise en œuvre d'une politique régionale commune au début des années 70 a-t-elle influencé l'attitude du Portugal vis-à-vis de la Communauté? Comment cela a-t-il accentué la volonté de se rapprocher et dans quelle mesure cela a-t-il accéléré la demande d'adhésion aux Communautés?

[José da Silva Lopes] Je suppose que cela n'a pas été un facteur déterminant. Je veux dire par là que lorsque nous avons négocié l'accord commercial de 1972, aucun élément de politique commerciale commune ne faisait partie de l'accord. L'accord était purement commercial, il ne comportait aucune aide financière de la Communauté, rien. Comme je l'ai déjà dit, la situation politique ne favorisait pas les choses – je veux dire par là que le Portugal avait déjà des difficultés politiques, y compris avec l'Europe, du fait de sa politique coloniale. Il n'était donc pas possible à l'époque d'intégrer un soutien financier, quel qu'il soit, à l'accord de 1972 qui n'a donc pas été influencé par la politique régionale.

Après le 25 avril, lorsque le Portugal est devenu un pays démocratique, il y a eu une renégociation avec la Communauté européenne et nous avons pu bénéficier d'une aide financière de la Communauté européenne. Cela ne faisait pas partie de la politique régionale car la politique régionale était uniquement destinée aux États membres mais un soutien financier, qui jusqu'alors était inexistant, est apparu avec la démocratisation du pays.

Ensuite, dès 1974, Mário Soares, qui était ministre des Affaires étrangères et connaissait bien l'Europe, a proposé de déposer une demande d'adhésion officielle à la CEE. J'étais au gouvernement lorsque Mário Soares a consulté divers membres du gouvernement, pas seulement moi, mais divers membres du gouvernement, à savoir, les fameux technocrates. Il nous a demandé ce que nous en pensions. Comme il raconte encore aujourd'hui cette histoire, il convient de préciser les choses.

Il affirme que les technocrates du gouvernement lui ont répondu «N'y pensez pas», et j'ai été l'un d'eux. C'est vrai car à ce moment-là, la Communauté européenne avait toujours posé deux conditions à l'adhésion: pour les pays qui voulaient adhérer à la Communauté européenne, il y avait le fameux rapport Birkenbach – je crois qu'il s'appelait ainsi – qui stipulait que les pays qui voulaient adhérer à la Communauté européenne devaient remplir deux conditions: ils devaient être démocratiques et avoir le niveau de développement adéquat. S'ils répondaient au premier critère, ils pouvaient être associés, si ce n'était pas le cas, ils ne pouvaient même pas être associés. C'est pour cela que la Grèce a été acceptée comme pays associé, mais pas comme membre. En effet, à l'époque, la Grèce avait conclu un accord d'association car elle était considérée comme un pays démocratique, mais n'avait pas un niveau de développement suffisant.

Lorsque Mário Soares a fait cette proposition, j'ai dit avec les autres technocrates que nous remplissions la première condition mais pas la seconde, il valait mieux ne pas y penser, nous pouvions tout au plus espérer être membres associés. Mário Soares a répliqué: «Mais vous n'y comprenez rien, etc.» et il avait raison. Il y a eu une inflexion de la politique de la Communauté européenne à l'époque. L'Union européenne a cessé de mettre autant d'emphase que précédemment sur le niveau de développement économique. Elle s'est donc ouverte, non seulement au Portugal, mais aussi à la Grèce et à l'Espagne. La CEE a fait preuve d'une ouverture qu'elle n'avait jamais montrée auparavant.

Alors, Mário Soares a décidé d'avancer dans la demande d'adhésion et il a bien fait. C'est très bien qu'il y soit parvenu, que nous y soyons parvenus. À l'époque, la politique suivie par l'Union européenne, encore appelée CEE, avait heureusement changé. J'ai été l'un des premiers à m'enthousiasmer pour l'adhésion même si auparavant j'étais convaincu que ce n'était pas possible, mais j'étais un peu déphasé. En revanche, Mário Soares avait des contacts au plus haut niveau européen dans le domaine politique et il voyait plus juste que moi.